



HEITZ System®

BP 03 - ALLEE DE LA VERNE - 84370 BEDARRIDES - FRANCE

Tel: (0033) 4.90.33.27.83 - Fax: (0033) 4.90.33.22.93

Email : heitz@heitzsystem.com

BASE DE CONSEILS JURIDIQUES POUR LES CLUBS DE MISE EN FORME ET CENTRES DE LOISIRS ET SPORTIFS (Territoire Français)

« **Heitz system®** » met à votre disposition des exemples et n'engage pas HEITZ system qui reproduit simplement le contenu d'articles. Toutes ces informations sont le résultat et la synthèse de recherche dans diverses revues, site internet, ouvrages juridiques, etc. (vous pouvez aussi en faire part à votre conseil juridique qui pourra s'en inspirer, les compléter ou les modifier selon vos besoins).

LE CONTRAT et LES CONDITIONS DE VENTE

Pour chaque adhérent doit être établi: soit un contrat soit une facture ou un ticket de caisse ainsi qu'une acceptation des conditions de vente jointes signées. Un exemplaire doit être remis au souscripteur et un exemplaire doit être archivé.

Les services fiscaux ou DDCCRF sont en droit de vous les réclamer. La non production de ces éléments constitue une faute lourde de conséquence.

En effet cela peut entraîner ce que l'on appelle communément « une reconstitution de comptabilité pour la production insuffisante d'éléments à même de refléter la réalisation du CA réalisé ». Dans ce cas, l'administration fiscale afin de se faire une idée, cherchera à faire une 'reconstitution de votre comptabilité et procédera à sa propre définition du CA réalisé, cela en fonction des éléments en sa possession et de sa propre analyse ou constatation, ce qui risque d'être très préjudiciable pour votre entreprise.

Concernant les conditions de vente, le non établissement et la non production de celles-ci en cas de litige permettra au souscripteur d'avoir toutes les chances d'obtenir gain de cause de ses réclamations auprès des tribunaux (nonobstant le fait que l'établissement de celles-ci a un caractère obligatoire et donc passible d'une amende).

LA CLAUSE ABUSIVE

C'est une clause qui crée un "déséquilibre significatif" entre le professionnel qui a rédigé le contrat et le consommateur qui le signe, le plus souvent en limitant ou supprimant ses droits de réclamation. Une clause abusive est réputée non écrite, donc sans effet. En principe, c'est le juge qui décide si une clause est abusive ou non, mais la Commission des clauses abusives, a pour mission d'analyser les contrats proposés dans tel ou tel secteur d'activité, à relever toutes les clauses qu'elle estime abusives et à demander leur suppression dans une "recommandation". C'est ainsi qu'elle a rendu en 1987 une recommandation sur les clubs sportifs. Ces recommandations n'ont pas force de loi, mais les juges s'en inspirent très largement.

Vous proposez une formule d'abonnement sur une ou plusieurs années.

Les abonnements, pour un an ou deux, augmentent les risques de litiges ultérieurs avec le souscripteur. Même si en pratique cela est possible, le club en théorie ne peut pas prendre un engagement financier au delà de 6 mois car il est généralement considéré que tout organisme proposant un abonnement pour prestation de service ne peut pas garantir celui-ci au-delà de cette période.

En effet dans le cas où le souscripteur est dans l'impossibilité de suivre les cours pour cause de déménagement, santé, grossesse... ou fermeture de l'établissement, la Commission des clauses abusives, considère le contrat d'abonnement de plus de six mois comme un contrat de longue durée.

Vous l'invitez, par téléphone, à venir retirer au club un cadeau (peignoir, serviette etc.) et une fois

sur place, vous lui faites signer un contrat d'abonnement.

En réalité, il s'agit d'une vente qui fait l'objet d'un démarchage à domicile. *« La vente conclue dans un magasin avec un consommateur invité par téléphone à s'y rendre sous prétexte de retirer un cadeau est soumise à la réglementation du démarchage à domicile par application de l'article L. 121-21 du Code de la consommation »* (Crim. 10.1.1996 - Bull. crim. n°12, 1996, p. 27).

C'est l'offre de cadeau faite par téléphone qui provoque la visite sur le lieu d'exécution de la prestation de services, afin de l'amener à signer un contrat d'abonnement. Le centre de remise en forme doit respecter les dispositions protectrices du consommateur relatives au démarchage à domicile. Le contrat d'abonnement doit comporter les mentions obligatoires prescrites par *l'article L. 121-23 du Code de la consommation*, notamment les caractéristiques de la prestation, les conditions d'exécution du contrat, le prix global à payer et les modalités de paiement (avec indication du TEG en cas de vente à crédit). Aucune somme d'argent, que ce soit par chèque, par carte bancaire ou même autorisation de prélèvement, ne doit être versée avant l'expiration du délai de rétractation de sept jours. À défaut, le juge déclare la nullité du contrat.

Même si le chèque (ou le prélèvement...) est encaissé seulement à l'expiration de ce délai, le souscripteur disposait d'un droit de rétractation. Attention, ce droit joue seulement s'il a été démarché. Le contrat *« doit comprendre un formulaire détachable destiné à faciliter l'exercice de la faculté de renonciation »* (art. L. 121-24 C. consom.), à renvoyer par lettre recommandée avec accusé de réception dans les sept jours, jours fériés compris, à compter de la signature du contrat. Le délai commence à courir le lendemain du jour où le contrat a été conclu. Et si ce délai expire normalement un samedi, un dimanche ou un jour férié ou chômé, il est prorogé jusqu'au premier jour ouvrable suivant (art. L. 121-25 C. consom.). Toute infraction aux dispositions visées ci-dessus est sanctionnée pénalement d'une peine d'emprisonnement de un an et d'une amende de 4000 € ou de l'une de ces deux peines seulement (art. L. 121-28 C. consom.).

Le prospect souhaite seulement obtenir le cadeau proposé par téléphone. Si le club refuse de lui donner le cadeau promis par téléphone parce qu'il ne signe pas le contrat d'abonnement, il y a publicité trompeuse au sens de *l'article L. 121-1 du Code de la consommation* (Crim. 3.1.1983 - Cah. dr. entr.1983-6 p. 22). Toute publicité comportant, sous quelque forme que ce soit, les allégations, indications ou présentations fausses ou de nature à induire en erreur est sanctionnée pénalement de deux ans d'emprisonnement et d'une amende de 38000 € ou de l'une de ces deux peines seulement, le maximum de l'amende pouvant être porté à 50 % des dépenses de la publicité constituant le délit. Le prospect peut porter plainte directement auprès des juridictions pénales. Le prospect peut également signaler cette pratique à la Direction départementale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DDCCRF), qui pourra faire une enquête et éventuellement dresser un procès-verbal.

Le souscripteur demande à emporter le contrat d'abonnement qu'il vient de signer : le professionnel doit toujours remettre au souscripteur un exemplaire du contrat signé, il a obligation de lui fournir. Cette obligation résulte du Code civil : *« Les actes sous seing privé qui contiennent des conventions synallagmatiques ne sont valables qu'autant qu'ils ont été faits en autant d'originaux qu'il y a de parties ayant un intérêt distinct »* (art. 1325 al. 1). Et la Commission des clauses abusives recommande que soit remis au consommateur, au moment de l'adhésion au club, un exemplaire du contrat signé par les deux parties. Dans le cas d'une sollicitation par téléphone, les dispositions sur le démarchage ne prévoient qu'un exemplaire du contrat *« doit être remis au client au moment de la conclusion de ce contrat »* (art. L. 121-23 C. consom.), sous peine de sanctions pénales. Il doit être signé et daté de votre main, ainsi que l'exemplaire conservé par le club (art. L. 121-24, al. 3, C. consom.).

LE PAIEMENT

Règlement en plusieurs chèques, avec des dates échelonnées. Le club sportif peut dans l'absolu encaisser immédiatement l'ensemble des chèques. La fausseté de la date ne rend pas le chèque nul et la banque sera tenue de régler le chèque et de débiter le compte de la somme correspondante, même si la date inscrite est postérieure à celle de la présentation. En postdatant un chèque, le souscripteur risque une amende de 6 % du montant du chèque sans que celle-ci ne puisse être inférieure à 1€ (art. 64 du décret-loi du 30.10.1935 relatif aux chèques).

Vous proposez de payer le prix de l'abonnement par mensualités sans information qu'il s'agit d'un crédit (PNF, ou crédit à la consommation), ces mensualités seront directement prélevées sur le compte

bancaire. Ce n'est que quelques semaines plus tard que le souscripteur recevra un courrier de l'organisme de crédit l'informant du montant du crédit souscrit et de ses modalités de remboursement. Une telle pratique est illégale car contraire aux dispositions du Code de la consommation sur le crédit à la consommation. Une offre préalable de crédit aurait dû lui être remise, le jour de la souscription de l'abonnement, indiquant les conditions de remboursement : montant des échéances, taux d'intérêt, taux effectif global (TEG), assurances éventuelles et coût total de l'opération. Un bordereau de rétractation doit y être annexé (se reporter au modèle exemple **Heitz System®**). La non-remise de l'offre de crédit est sanctionnée par la déchéance du droit aux intérêts pour l'organisme financier. La Commission des clauses abusives recommande qu'une offre préalable de crédit soit également remise « *dès lors que le paiement du prix [...] est échelonné ou différé, pour une durée totale supérieure à trois mois* ». Le souscripteur dispose d'un droit de rétractation dans le délai de sept jours à compter de la signature de l'offre préalable de crédit. Ce délai peut être réduit à trois jours, au minimum, s'il bénéficie immédiatement de la prestation. En revanche, si le contrat est souscrit dans le cadre d'un démarchage ou d'une pratique assimilée, le délai de rétractation pour le crédit est de sept jours quelle que soit la date de fourniture de la prestation de services (art. L. 311-28 C. consom.). L'offre de crédit reste valable pendant quinze jours. Nous vous conseillons de laisser le prospect emporter l'offre pour qu'il puisse lire les conditions de crédit qui lui sont proposées, avant de s'engager.

PROTECTION DU CLIENT

Une nouvelle loi du 03.01.2008 dite « loi chatel » pour le développement de la concurrence au service des consommateurs ; directive européenne n°2005/29 du 11/05/2005 est en application.

Il s'agit de protéger les consommateurs des pratiques commerciales « douteuse ».

Exemple : vendre un produit illicite en faisant croire qu'il est licite.

Attirer le client par une publicité sur un produit pour lui en vendre un autre.

Afficher des diplômes, label qualité ou certificat faisant croire à ... ou prêtant à confusion.

Donner au client l'impression qu'il ne peut partir sans conclure la vente

Blocage du client dans un box fermé

Se présenter comme consommateur alors que l'on est professionnel sur un forum, faux blogs, chat, etc. pour induire à l'achat.

La loi interdit deux catégories de pratiques :

Les pratiques trompeuses (article L121-1 du code de la consommation)

Les pratiques agressives (article L122-11 à L122-15 du code de la consommation)

Pénalement le risque est important, avec des peines de prison et des amendes extrêmement fortes en cas de vente dite « agressive ». Dans tous les cas la vente sera nulle et le client pourra obtenir des dommages et intérêt si le préjudice est prouvé.

LE FONCTIONNEMENT DU CLUB

Qui peut exploiter un club ? Seuls les moniteurs doivent justifier de diplômes, l'exploitation d'un club n'exige aucune compétence professionnelle.

Vous devez ne pas avoir été condamné pour crime ou attentat aux mœurs, ou trafic de stupéfiant, ni, bien sûr, pour les crimes et délits lui interdisant la qualité de commerçant. Préalablement à l'ouverture de l'établissement, vous devez faire une déclaration à la préfecture précisant, en particulier, les disciplines qui seront enseignées ou pratiquées. Suite à cette déclaration, les services de la Direction départementale de la jeunesse et des sports (DDJS) effectuent une visite des locaux, et, le cas échéant, vous mettent en demeure de remédier aux insuffisances ou manquements constatés. Chaque moniteur doit être titulaire d'un diplôme homologué, ou d'une autorisation d'exercer délivrée par l'administration, ainsi que d'une carte professionnelle délivrée par le préfet et renouvelée chaque année. Cette règle s'applique quel que soit le cadre dans lequel est enseigné le sport, et quel que soit le titre sous lequel la personne exerce : professeur, moniteur, éducateur, entraîneur. Des copies de ces diplômes et cartes professionnelles doivent être affichées en un lieu visible de tous dans l'établissement.

LES REGLES DE SECURITE ET NORMES

Comme tout établissement ouvert au public, les salles de sport doivent respecter les prescriptions du

Code de la construction, et en particulier le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique. Ce texte comprend des dispositions applicables à tout établissement, qu'il s'agisse des issues, des matériaux de revêtement, des modes de chauffage, des moyens d'extinction ou du système d'alarme. À propos des établissements sportifs, ce règlement fixe l'effectif Maximal pouvant y être admis simultanément, soit une personne par mètre carré d'activité. De plus, l'exercice de certaines activités exige le respect de normes particulières.

Sans entrer dans les détails (les textes sont larges et parfois sujet à interprétation, le plus simple est de demander directement au syndicat national en France et plus particulièrement les textes de la loi de Juillet 1984), en voici quelques-unes :

- le judo, aikido et autres arts martiaux doivent se pratiquer sur des tapis d'une surface minimale de 25 mètres carrés et d'une largeur minimale de 3,50 mètres, les obstacles doivent être capitonnés, etc. ;
- si des cours de danse sont organisés dans le club, l'aire d'évolution des danseurs doit être peu glissante et en matériau souple, résistant et posé de manière homogène...;
- les piscines, même les petits bassins peu profonds, doivent répondre aux prescriptions réglementaires, qu'il s'agisse des sols, de l'indication des profondeurs, du taux des pentes, de la hauteur des marches, etc.

Mais les salles de gymnastique ne sont soumises à aucune norme spécifique.

LES REGLES D'HYGIENE

Les dispositions du règlement d'hygiène fixent deux types de normes spécifiques aux locaux de sport. Il s'agit, d'une part, des normes de débit minimal d'air neuf : 6 litres/seconde par sportif en piscine, 7 litres/seconde dans les autres locaux ; et, d'autre part, des normes d'équipement sanitaire : pour quarante usagers présents, deux W-C, deux urinoirs, une salle de douches collectives et deux cabines individuelles. Les piscines intégrées dans les salles de sport doivent répondre aux prescriptions sanitaires du Code de la santé publique ([art. L. 25 et suivants](#)).

LES MOYENS DE SECOURS

L'établissement doit disposer d'une trousse de secours destinée à apporter les premiers soins en cas d'accident et d'un moyen de communication permettant d'alerter rapidement les services de secours. En outre, un tableau d'organisation des secours, comportant les adresses et numéros de téléphone des personnes à prévenir en cas d'urgence, doit être affiché dans un lieu visible.

QUI CONTROLE LES CLUB DE SPORT

Quatre administrations sont concernées par le fonctionnement des clubs de sport. Toutes sont habilitées à effectuer des contrôles inopinés dans leur domaine de compétence. Elles siègent le plus souvent à la préfecture du département.

La Direction départementale de la jeunesse et des sports (DDJS)

Ces services veillent au respect des normes techniques et des obligations de diplôme du personnel. Ils instruisent les déclarations préalables d'ouverture des établissements. Ses agents assermentés peuvent enquêter auprès des établissements et dresser procès-verbal en cas d'infraction aux textes. À la suite de ces constats, le préfet mettra l'établissement en demeure de se mettre en conformité avec les prescriptions réglementaires. À défaut, il prononcera la fermeture temporaire ou définitive. En cas d'urgence, il pourra ordonner la fermeture sans mise en demeure préalable.

La Direction départementale des affaires sanitaires et sociales (DDASS)

Elle est d'une manière générale chargée d'assurer l'observation des règles d'hygiène et de salubrité, mais ses services interviendront principalement dans les établissements dotés d'une piscine, pour y effectuer des contrôles microbiologiques périodiques.

La Direction départementale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DDCCRF)

Cette administration a compétence pour toutes les infractions au Code de la consommation, et donc pour tout ce qui concourt à la commercialisation du service : campagne publicitaire, tromperie sur les prestations, démarchage par téléphone, affichage des prix, crédit, etc. Ses services procèdent à des

contrôles dans les établissements, et, en cas d'infraction, dressent procès-verbal, puis engagent des poursuites.

La Commission départementale de la protection civile

Elle a pour mission d'assurer l'application des règles de sécurité contre l'incendie, et, à ce titre, effectue une visite avant toute ouverture d'établissement ainsi que des contrôles périodiques obligatoires et des visites inopinées. Certaines communes disposent d'une commission communale ou intercommunale. À Paris, c'est la direction de la protection du public de la préfecture de police qui assure ce rôle.

CE QUI DOIT ÊTRE AFFICHÉ DANS L'ÉTABLISSEMENT

Dans chaque établissement, en un lieu visible de tous, l'exploitant doit afficher :

- les prix, toutes taxes comprises, des prestations proposées;
- les copies des diplômes, titres et cartes professionnelles des personnes enseignant dans l'établissement;
- les normes d'hygiène, de sécurité et des techniques réglementaires;
- l'attestation du contrat d'assurance conclu par l'exploitant;
- un tableau d'organisation des secours, avec adresses et numéros de téléphone des personnes et organismes susceptibles d'intervenir en cas d'urgence.

LES INCIDENTS ET ACCIDENTS

Des effets personnels ont disparu du vestiaire. L'adhérent peut engager la responsabilité du club, car il y a obligation de surveiller les biens qui lui sont confiés, comme l'a rappelé la cour d'appel de Paris ([CA Paris, 7e Ch. A, 10.4.1991 - JCP éd. G.1991. IV. 361](#)). Certains clubs, par une clause du contrat d'abonnement ou un affichage, déclinent toute responsabilité en cas de vol ou de perte des biens des pratiquants. À plusieurs reprises, les tribunaux ont décidé qu'une telle clause était abusive et donc réputée non écrite ([TI Paris 15e, 2.3.1994, Sulmanas c/ Cie Gymnase Club SA, - INC n°3360](#) ; [CA Rennes 1re Ch. A, 6.5.1997, SA Gymnasium c/ UFC Brest - INC n° 3014](#)). En réalité, le club ne peut écarter sa responsabilité qu'en démontrant qu'il a pris toutes les mesures nécessaires pour assurer la sauvegarde des objets contenus dans les vestiaires, et en premier lieu contre le vol (mise à disposition de placard à cadenas, surveillance vidéocam, informez par affichette vos adhérents comme quoi le club garde les objets réputés précieux en plus de la mise à disposition des placards, etc.).

RESPONSABILITES EN CAS D'ACCIDENT

Le club a une obligation de sécurité vis-à-vis des utilisateurs qu'il doit assurer par tous les moyens dont il dispose. Sa responsabilité sera engagée s'il manque à cette obligation. Ce sera en particulier le cas si l'accident résulte :

- d'un défaut des installations et équipements, comme un sol anormalement glissant, un défaut d'éclairage, un appareil défectueux, etc. C'est ainsi que les tribunaux ont retenu la responsabilité d'un club sportif dans les blessures subies par un gymnaste lors d'une chute. La salle, initialement destinée à des cours de danse, n'était pas équipée d'un revêtement de sol d'une épaisseur suffisante pour amortir une chute dure dans le cadre de cette activité spécifique ([C. Cass. Civ. 2e, 5.12.1990 - Gaz. Pal. 1991 pan. 61](#));
- d'une faute du personnel d'encadrement qui, par imprudence ou négligence, aura fait prendre aux pratiquants des risques inconsidérés ou même simplement manqué à son devoir d'information en n'attirant pas leur attention sur les risques de telle ou telle activité.
- du fait d'un autre pratiquant. La victime peut engager la responsabilité civile de ce dernier, mais il lui sera plus simple de se retourner contre le club obligatoirement assuré.
- Mais la responsabilité du club sera partagée avec celle du pratiquant, voire totalement écartée, si celui-ci a contribué par sa propre faute au dommage. Ainsi, l'usager qui n'aura pas vérifié auprès de son médecin que son état physique lui permettait la pratique du sport envisagé pourrait être considéré comme fautif. Mais serait-il alors totalement ou partiellement responsable ?

Il appartiendra alors au juge de le dire, et le club ne peut s'écarter totalement de sa responsabilité en insérant dans le contrat une clause suivant laquelle les membres qui ne fourniraient pas un certificat médical attestant leur aptitude aux installations du centre prennent l'entière responsabilité de ce qui

pourrait leur arriver de préjudiciable : cette clause a été jugée abusive ([TGI Bourges, 30.1.1995, Naveaux c/ Ledeur - BRDA 96-11, p. 14](#)).

Il est conseillé dans le cas où l'adhérent persiste à ne pas amener son certificat médical de lui faire signer une décharge spécifique ou il reconnaît ne pas vouloir fournir de certificat médical et qu'il décharge le club sportif. À noter que les établissements de sport sont tenus de déclarer au préfet tout accident grave. Le préfet peut alors ordonner une enquête pour déterminer les circonstances de l'accident.

Le souscripteur doit-il prendre une assurance pour se couvrir en cas d'accident ?

Tout d'abord que le club est obligatoirement assuré pour sa responsabilité civile, celle de ses préposés et celle des pratiquants du sport, et cela sous peine de sanctions pénales, voire de fermeture. Donc, chaque fois que l'adhérent peut engager la responsabilité du club il sera indemnisé. Mais si l'accident n'implique aucun responsable, il bénéficie tout au plus des prestations de l'assurance maladie, s'il est assuré social.

Le club doit préciser dans chaque contrat de vente auprès de quelle compagnie il est assuré ainsi que son numéro de police conformément à la législation pour les dommages engageant sa responsabilité. Le club n'est pas tenu de souscrire pour chacun de ses adhérents une assurance complémentaire couvrant les risques possibles liés aux activités sportives et de loisirs pratiquées, « mais » le club doit proposer à l'adhérent conformément à [l'article 38 de la loi du 16 juillet 1984](#) de souscrire un contrat « individuel accident » qui couvrira toutes les activités que l'adhérent est susceptible de pratiquer au sein du club. Il est entendu que cette garantie complémentaire est facultative et est à la charge entière de l'adhérent s'il y souscrit. Nous vous conseillons d'inclure l'information et le refus d'adhésion à cette assurance dans vos contrats. Voyez avec votre assureur régulier une mise à disposition possible au cas par cas pour les adhérents désirant y souscrire (à lui d'en régler le montant quelque en soit le coût à supporter) Il est à noter que ce type d'assurance, est souvent déjà inclus dans l'assurance multirisque habitation de l'adhérent.

La responsabilité civile de l'adhérent pourra être engagée directement s'il cause un accident à une autre personne.

DEMANDE D'ARRET / REPORT / REMBOURSEMENT

L'adhérent ne peut plus participer aux activités du club, temporairement (problèmes de santé, grossesse...) Il souhaite obtenir la suspension ou le remboursement de son abonnement.

Si dans votre contrat aucune clause n'autorise sa suspension vous ne serez pas tenu de le faire, néanmoins nous vous conseillons de le prévoir dans certaines conditions (voir exemple de contrat [Heitz System®](#)) car la Commission des clauses abusives recommande que tous les contrats comportent une clause permettant « *une prolongation de la durée du contrat, sans complément de prix, pour le consommateur momentanément arrêté.* »

LES APPAREILS DE BRONZAGE UV

Un décret fixe désormais les conditions de mise à disposition du public de ce matériel :

- ces appareils ne peuvent être mis à la disposition du public que sous la surveillance directe d'un personnel qualifié, ayant reçu une formation adaptée ;
- des lunettes (sigle CE et notice en Français) appropriées doivent être tenues à la disposition des utilisateurs ;
- un affichage sur l'appareil, ou à proximité, doit informer l'utilisateur des effets biologiques du rayonnement sur la peau, des précautions d'exposition à observer en fonction des différents phototypes de peau, de la prise de médicaments, d'une sensibilité particulière. Cette information doit être complétée par des conseils relatifs à l'utilisation des lunettes, le délai à respecter entre les expositions, etc.

EMPECHEMENT DE BENEFICIER DES PRESTATIONS DU CLUB DE SPORT POUR CAUSES SPECIFIQUES TENANT A L'ETAT DE SANTE OU A DES ACTIVITES PROFESSIONNELLES

Selon le contenu du contrat, l'adhérent pourra obtenir ou pas, la suspension de son abonnement, sous réserve de respect de conditions très précises, (nous vous conseillons d'inclure dans vos contrats les causes exactes pouvant donner lieu à une suspension provisoire ou à un report), il pourra alors invoquer une raison professionnelle ou un problème de santé mais dans la limite prévue dans le contrat. Il devra

justifier de sa demande avec soit une attestation de son employeur, soit un certificat médical. Il devra dans tous les cas envoyer ces pièces et sa demande de suspension par lettre recommandée avec accusé de réception. C'est la date de réception de cette lettre qui fera courir la période de suspension. Certains contrats permettent également la suspension du contrat pour convenance personnelle, avec l'accord du club. Lorsqu'il y a suspension du contrat d'abonnement, le terme du contrat est prolongé pour une période égale à la durée de la suspension. Celle-ci peut être limitée par une durée maximale (et nous vous le conseillons). Attention : Pendant la période de suspension de l'abonnement au club de remise en forme, le contrat peut l'obliger à continuer de payer le montant de l'abonnement.

L'adhérent demande la résiliation de son abonnement ? Idem si le contrat ne le prévoit pas vous n'y êtes pas tenu, mais la Commission des clauses abusives recommande que tous les contrats comportent une clause permettant « *au consommateur, dans les contrats de longue durée (égale ou supérieure à six mois), de résilier unilatéralement le contrat lorsque pour des causes de santé ou professionnelles il est définitivement empêché de bénéficier des prestations de services du club de sport* ». Nous vous conseillons de le prévoir dans vos contrats, mais de le proratiser par rapport au prix sensé avoir été réglé sur la dite période soit au prix qui aurait du être payé au mois ou du trimestre ce qui en limitera les effets et les abus.

D'autres contrats autorisent la résiliation de l'abonnement, ou bien vous avez souscrit une assurance annulation le jour de votre inscription au club. Les conditions et les motifs de résiliation sont précisés dans le contrat. Ainsi, si la résiliation pour raison professionnelle est acceptée uniquement en cas de mutation professionnelle ou de licenciement économique, la démission volontaire de son emploi n'est pas acceptée comme cause de résiliation. L'adhérent devra justifier sa demande avec soit une attestation de son employeur, soit un certificat médical. Certains contrats imposent le paiement d'une indemnité contractuelle de résiliation à titre de dommages et intérêts dus au club. Son montant est équivalent au total du montant de l'abonnement restant à payer au jour de la demande de résiliation. Le tribunal de Paris ([TI Paris 12e, 17.4.1997 - Époux Berichi c/ SARL Paris I Enseigne "Gymnasium" - INC n° 3332](#)) a jugé que de telles dispositions contractuelles « *privent d'effet toute demande de résiliation du contrat, cette résiliation ne pouvant donner lieu à restitution. Cette clause doit donc être déclarée abusive au sens de l'article L. 132-1 du Code de la consommation.* » Le centre de sport a été condamné à payer au consommateur le montant de l'abonnement suite à sa demande justifiée de résiliation du contrat.

Le club de sport ferme pour cause de liquidation judiciaire : Le contrat d'abonnement avec le club de sport constitue une créance à l'encontre de celui-ci. L'adhérent devra déclarer sa créance auprès du représentant des créanciers désigné par le tribunal ayant prononcé le jugement d'ouverture de la procédure de redressement judiciaire ([art. 50 de la loi du 25.1.1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises](#)). Toute procédure de redressement et de liquidation judiciaire fait d'office l'objet d'une inscription au registre du commerce et des sociétés ainsi qu'au *Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales (BODACC)*. Pour consulter ces bulletins, afin de connaître le nom et l'adresse du représentant des créanciers, il devra s'adresser au tribunal de commerce du siège de l'entreprise. Il dispose d'un délai de deux mois, à compter de la date du jugement d'ouverture, pour adresser au représentant des créanciers sa déclaration de créance, signée, par lettre recommandée avec accusé de réception. Il doit joindre à sa déclaration les copies des pièces justificatives (le contrat d'abonnement, etc.).

REMBOURSEMENT DE CREDIT PAR L'ADHERENT

Si le contrat de crédit qui finance son abonnement est intitulé "ouverture de crédit utilisable par fractions", il n'existe pas de lien juridique entre le contrat d'abonnement au club de sport et le contrat de crédit. Il ne peut donc pas interrompre les remboursements ou il provoquera in facto un incident de remboursement entraînant le paiement d'intérêts de retard et éventuellement une inscription au fichier des incidents de remboursement des crédits aux particuliers ([FICP](#)). En revanche, si le contrat d'abonnement indique comme modalité de paiement "à crédit" et que le contrat de crédit s'intitule "crédit accessoire à une vente", le Code de la consommation permet de suspendre le remboursement des échéances de crédit durant la période pendant laquelle les prestations de services sont interrompues du fait du professionnel: « *En cas de contrat de prestation de services à exécution successive, [les obligations de l'emprunteur] prennent effet à compter du début [...] de la fourniture et cessent en cas d'interruption de celle-ci* » ([art. L. 311-20](#)).

Mais ces dispositions ne sont pas applicables s'il cesse de suivre les cours proposés par le club de sport en raison de son état de santé. Il doit continuer de régler les échéances de crédit ([Cass. Civ. 1re, 15.5.1990 - Bull. Cass. 1990 I n°108](#)).

MIS EN LIQUIDATION JUDICIAIRE D'UN CLUB QUI EST UNE ENTREPRISE FRANCHISEE

Un adhérent dont le centre de remise en forme avait été mis en liquidation judiciaire, s'est retourné contre le franchiseur pour obtenir réparation du préjudice subi. Le tribunal d'instance de Bourges, par son jugement ([TI Bourges, 18.12.1995 - Mme Boutet c/ SA Gymnasium Franchise - INC n°3162](#)), a engagé la responsabilité pour faute du franchiseur, pour défaut de contrôle comptable de l'activité du franchisé. « Cette absence de contrôle, l'acceptation d'un solde débiteur de redevances mensuelles de franchise et l'absence de toute réaction tendant à mettre fin aux agissements du franchisé en grave difficulté financière constituent des fautes qui se trouvent à l'origine du préjudice subi par les clients de la société D. » Le franchiseur a été condamné à réparer le préjudice subi par cette cliente.

L'ADHERENT SE DIT DECU PAR LES PRESTATIONS DU CLUB ET EXIGE LE REMBOURSEMENT DE SON ABONNEMENT

Le souscripteur ne peut exiger la résiliation du contrat, mais nous vous conseillons de trouver avec lui la base d'un accord amiable, en effet, mieux vaut ne pas garder cet adhérent au sein de votre club car il fera tout pour vous « pourrir » l'ambiance.

IL PRETEXTE QUE LES PRESTATIONS NE CORRESPONDENT PAS A CE QUI LUI AVAIT ETE PROMIS

Prétexte : Les cours de danse ont lieu dans une petite salle en sous-sol, les moniteurs censés le guider dans les exercices aux appareils ne sont jamais là ; le nombre de participants au cours de gymnastique est excessif, etc. Le club ne respecte pas ses engagements. Le souscripteur ne peut demander la résiliation du contrat et le remboursement de l'abonnement, que dans le cas où il dispose de preuves écrites suffisantes, dépliants, publicités etc. Il s'agit alors de faits apparentés à une publicité mensongère.

LES HORAIRES DES ACTIVITES ONT ETE MODIFIES

Le souscripteur a pris un abonnement parce que les horaires des activités souhaitées correspondaient à ses disponibilités, mais ils ont changé et il ne peut plus profiter de son abonnement. Il souhaite le résilier, mais une clause du contrat prévoit que le club se réserve le droit de modifier les horaires et l'adhérent a accepté en signant.

Une telle clause a été jugée abusive et non écrite par la cour d'appel de Rennes ([CA Rennes, 6.5.1997 - SA Gymnasium Franchise c/ UFC de Brest - INC n°301 4](#)),

QUELQUES TEXTES REGISSANTS LES ACTIVITES SPORTIVES ET DE LOISIRS EN FRANCE

Affichage spécifique aux centres sportifs :

[Article 6 du décret n°93-1101 du 3 septembre 1993 \(JO du 19.9.1993\).](#)

Affichage des prix :

[Article 13, alinéa 1, de l'arrêté du 3 décembre 1987 \(JO du 10.12.1987\).](#)

Appareils de bronzage :

[Décret n°97-617 du 30 mai 1997 \(JO du 1.6.1997\) ; arrêté du 10 septembre 1997 \(JO du 17.9.1987\).](#)

Arts martiaux :

[Arrêté du 10 mai 1984 \(JO du 22.5.1984\).](#)

Assurance obligatoire :

[Articles 37, 48 et 49, loi du 16 juillet 1984 \(JO du 17.7.1984\).](#)

Carte professionnelle :

Article 12 du décret du 31 août 1993 (*JO* du 2.9.1993).

Clauses abusives :

Article L. 132-1 du Code de la consommation ; recommandation n° 87-03 du 26 juin 1987 (*BOCCRF* du 16.12.1987).

Crédit :

Articles L. 311-1 et suivants du Code de la consommation.

Danse (enseignement de la) :

Décret n°92-193 du 27 février 1992 (*JO* du 29.2.1992).

Démarchages :

Articles L. 121-21 et suivants du Code de la consommation.

Diplômes :

Article 43, loi n°84-610 du 16 juillet 1984 (*JO* du 17.7.1984).

Entreprises en difficulté :

Loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 et décret n° 85-138 8 du 27 décembre 1985 relatifs au redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises.

Interdictions d'exploitation :

Articles 47 à 49 de la loi du 16 juillet 1984 (*JO* du 17.7.1984).

Normes communes Code de la construction :

Articles L. 123-1 et suivants, R. 123-1 et suivants ; arrêté du 25 juin 1980 portant approbation du Règlement de sécurité ; articles 64 et 68 du Règlement sanitaire départemental.

Piscines :

Loi n°51-662 du 24 mai 1951 (*JO* du 31.5.1951) ; arrêté du 17 juillet 1992 (*JO* du 1.9.1992) ; articles L. 25 et suivants du Code de la santé publique.

Premiers secours :

Article 6-3° du décret n°93-1101 du 3 septembre 1993 (*JO* du 9.9.1993).

Régulièrement, HEITZ System® organise des journées de formation et d'information pour ces clients, ou toutes les questions d'ordre, juridique, commerciale, marketing moderne, one to one, etc., sont abordées et traitées. Renseignements auprès du service commercial HEITZ System®
